

éditorial

Le mouvement des masses et le Parti

Serge Mallet

Il serait peu charitable pour leurs auteurs de comparer les commentaires faits *avant et après* notre Conseil national. A en croire les uns et les autres, ce Conseil consacrerait « l'éclatement du P.S.U. » en tendances hétérogènes, son inexorable groupuscularisation et en un mot, rien moins que sa mort politique. Marchais se voyait ainsi récompensé de la géniale intuition qui lui fit casser l'accord politique en discussion entre le P.C. et nous, les « bons » P.S.U., ceux qui sont prêts à accepter les ukases du Secrétaire général en puissance du P.C., couraient se réfugier dans les bras du grand frère; Krivine et V.L.R. tendaient de leur côté leurs rouges tabliers pour accueillir les « vrais révolutionnaires », ceux qui... voir plus haut. Depuis le Conseil, c'est le silence.

Soyons sérieux : nul n'a pensé que la situation interne du P.S.U. fût vraiment inquiétante. Mais il est vrai qu'après avoir connu, pas tellement en Mai 68, mais surtout en 1969 et jusqu'à la moitié de 1970, des succès certains, vu son influence croître sur tous les plans, sur le terrain des luttes sociales comme sur le terrain électoral, notre parti a connu une relative stagnation au cours de ces derniers mois. On pouvait s'en consoler en constatant qu'entre le pesant immobilisme du P.C. et l'agitation souvent dérisoire des groupes révolutionnaires, il ne faisait pas si mauvaise figure. Ce constat ne pouvait pourtant dissimuler l'inquiétante distorsion qui continuait de s'établir entre l'incontestable montée des luttes sociales et leur totale absence de prolongements politiques.

Rien en 1970-1971 ne ressemble à ces sempiternelles images maritimes dont se berce trop souvent le mouvement ouvrier pour dissimuler ses erreurs théoriques et pratiques : le flux et le reflux, la vague et le creux de la vague, etc. Force nous est à la fois de constater que les

travailleurs, ouvriers, employés et paysans, manifestent une combativité qui dépasse de très loin celle qui pouvait se développer au printemps 68, que les luttes sociales (par leurs formes, leur résolution, leur rupture délibérée avec la légalité bourgeoise) que leur contenu, (les prises de contrôle sur l'organisation du travail, les cadences, l'emploi, etc.) ont un caractère révolutionnaire.

Mais force est aussi de constater que ces innombrables grèves avec occupation, manifestations de rues, séquestration des cadres, etc., ne débouchent sur aucune conclusion politique. Et qu'on ne vienne pas nous dire : c'est la faute du P.C., c'est la faute aux syndicats... Bien sûr, la responsabilité des organisations qui portaient la confiance de la classe ouvrière est immense. Mais elle vient de loin et rien ne serait changé si P.C. et C.G.T. décidaient demain de faire un peu de « forcing ».

La démarche entreprise par notre parti en lançant l'initiative des assemblées ouvriers-paysans partait de cette constatation : il s'agissait de renouer le lien entre des luttes sociales fragmentées, dispersées et la lutte politique, c'est-à-dire la convergence de ces luttes en une stratégie globale, progressant à chaque stade vers la mise en cause générale du système politico-économique.

Les assemblées ouvriers-paysans ont effectivement avancé dans cette direction. Le programme d'action élaboré par elles et ratifié par le Conseil national a pu non seulement établir le bilan des luttes actuelles, mais déterminer concrètement les axes de lutte principaux, ceux qui peuvent dépasser le cadre particulier de l'entreprise pour devenir le fait de milliers de travailleurs. Mais plus encore, elles ont dégagé les caractères généraux de la

lutte, et cela est instructif. Ce qui est au fond de toutes les luttes actuelles, c'est le refus de la discipline du travail capitaliste et la volonté des travailleurs de se saisir eux-mêmes de leur sort. La critique politique — pour implicite qu'elle soit — est en même temps mille fois plus radicale : c'est la rupture dans la pratique avec ce mode de protestation qui cherche seulement à se faire entendre d'un pouvoir — ce qui implique que l'on pense qu'il peut vous entendre. L'élection, la délégation, la pétition sont autant de formes qui respectent l'ordre établi : « Si le roi savait... ». L'occupation, la grève sans préavis, la prise de contrôle sur l'organisation de la production, la séquestration ou le refus de négocier avant la bataille, sont des formes de lutte qui impliquent que l'on sait que le Roi sait. Il ne s'agit pas de le convaincre, mais de le chasser. C'est cette volonté politique profonde qu'il faut rendre *explicite*. Mais nous savons bien pourquoi la protestation populaire s'arrête en chemin : c'est qu'une expérience douloureuse a appris aux masses qu'il ne suffit pas de *donner le pouvoir* qu'elles ont pris à d'autres titulaires : personne ne croit plus qu'il suffit de faire confiance aux partis se réclamant du socialisme — qu'ils soient ouvertement réformistes ou qu'ils se proclament révolutionnaires — pour changer profondément la nature du pouvoir, le rapport entre dirigeants et dirigés. Lorsque les partis, puissants ou minuscules, disent aux masses « Donnez-nous le pouvoir », elles demandent : « pour quoi en faire ? ». Les luttes actuelles, ces luttes qui durent, cette agitation sociale toujours renaissante, ne débouchent pas sur la prise du pouvoir parce que cette prise du pouvoir risque d'être une nouvelle confiscation. Nous commençons, en vivant les luttes actuelles, à comprendre que les formes nouvelles d'un pouvoir socialiste, la démocratie prolétarienne, ne naîtront pas spontanément après la prise du pouvoir.

C'est dès maintenant à travers la lutte contre le pouvoir capitaliste que se créent les organes démocratiques socialistes et cela implique que cette démocratie prolétarienne s'applique d'abord dans les organisations que la classe ouvrière s'est données pour la conquérir — ses

syndicats et ses partis.

Et c'est la même réflexion qui a amené, sur la base des propositions contenues dans le rapport présenté par notre camarade Bernard Lambert, le Conseil National à modifier l'ordre du jour du Congrès du parti : en décidant d'y mettre la transformation de la nature du parti, ce qui veut dire la transformation des structures qu'il a héritées de la social-démocratie et qui reproduisent les mécanismes de domination de la société bourgeoise au sein même du mouvement ouvrier...

Là où les partis traditionnels se réfugient dans la culture de l'apolitisme à éclipses, l'électeur n'ayant droit qu'à exprimer son avis une fois tous les quatre ans, il s'agit bel et bien de créer un parti qui soit l'instrument d'une véritable politisation de masses. Et cela veut dire d'un parti qui ne s'érige pas en « guide » de ces masses, mais qui soit à l'intérieur du mouvement des masses lui-même le lieu où s'élabore cette prise de conscience politique.

Le Conseil National a pris au sérieux, contre toutes les conceptions aristocratiques du « Parti » cette définition du « parti » qui ouvre « le Manifeste communiste » : « les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers ; ils n'ont pas d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat, ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier... ».

Et encore. « Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux... ».

C'est en effet cela, le parti de type nouveau dont a besoin la classe ouvrière pour formuler elle-même ses aspirations politiques et sociales.